

# N'en déplaît au fédéral, Grandmaître ira à Paris

TORONTO — Les conservateurs fédéraux étaient plus accommodants lorsqu'ils ont négocié avec le gouvernement péquiste du Québec la participation de cette province au sommet des pays francophones qu'ils semblent disposés envers le gouvernement libéral à Queen's Park et l'affaire, si elle ne se règle pas dans les prochains jours, risque de prendre des allures d'imbroglie politique.

---

**par Jean-Guy Arsenault**  
courrieriste parlementaire

---

C'est du moins l'impression qui se dégage de la décision unilatérale prise hier par le gouvernement Peterson de nommer son ministre des Affaires municipales Bernard Grandmaître représentant officiel de l'Ontario aux assises du 17 au 19 février qui doivent se dérouler à Paris.

La province n'a pas le statut de participant comme le Québec et le Nouveau-Brunswick. Mais elle a reçu, au même titre que le Manitoba, l'invitation de se joindre à la délégation canadienne. Des négociations à cet effet ont été entreprises il y a plus d'une semaine entre les deux paliers de gouvernement.

Or, selon les informations transmises hier par le bureau de M. Grandmaître, il semble que, depuis le début de ces négociations, Ottawa voulait tout au plus une représentation de hauts fonctionnaires ontariens et manitobains. Queen's Park ne voit cependant pas les choses du même oeil. M. Grandmaître, ministre délégué aux Affaires francophones, confirmait cette version des faits au DROIT hier après-midi.

Pourtant, comme le sommet réunit les chefs d'États ou de gouvernements d'une quarantaine de pays dont au moins une des langues officielles est le français, la présence d'un ministre ontarien au sein de la délégation canadienne que dirigera le premier ministre Mulroney n'enfreint aucune règle hiérarchique ou diplomatique.

Bien plus, la décision de Queen's Park démontre l'importance qu'attache l'Ontario à ce sommet qui se veut en somme la consécration du fait français dans le monde, volonté à laquelle faisait déjà allusion dans nos pages le secrétaire principal au cabinet du premier ministre, Hershell Ezrin.

Par ailleurs, M. Grandmaître a dévoilé qu'Ottawa avait également refusé la présence du président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) Serge Plouffe. "En dépit du fait que le gouvernement de l'Ontario se disait prêt à défrayer le forfait du porte-parole de l'ACFO", a tenu à préciser le ministre.

Pour l'instant, M. Grandmaître dit n'avoir aucune idée du rôle qu'on lui réserve au sein de la délégation canadienne. "Paris au mois de février, ce n'est quand même pas la Floride", dit-il, ajoutant qu'il souhaite pouvoir prolonger son séjour d'une semaine dans la Ville lumière "si le fédéral finit par se décider et que la session parlementaire me le permet".

Quant au projet de loi-cadre sur les services en langue française, quelques questions techniques restent encore à régler au Conseil des ministres, indique-t-il. "Mais le concept, lui, n'a pas changé", affirme le ministre.